Elections Législatives du 23 Juin 1968

2e CIRCONSCRIPTION – MONTLUÇON-COMMENTRY

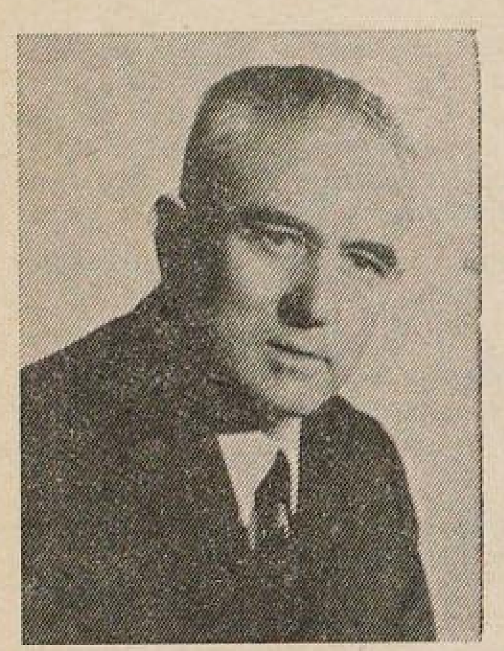
Electrices, Electeurs,

Par suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale, vous allez voter LE 23 JUIN pour élire le député de votre circonscription et son remplaçant éventuel.

La Fédération de l'Allier et les sections de la circonscription de Montluçon du Parti Communiste Français présentent à vos suffrages :

Henri VEDRINES

Candidat du Parti Communiste Français



Electricien

Ancien Député de l'Allier

Ancien Conseiller Municipal de Montluçon

Membre du Bureau Fédéral du PCF

Né le 19 novembre 1911 à Neuilly-sur-Seine, Henri VEDRINES est le fils du célèbre aviateur Jules VEDRINES. Elève à l'école pratique d'industrie de Montluçon de 1924 à 1929, il commence à travailler à cette date à la Compagnie électrique de la Loire et du Centre, puis dans différentes entreprises de Montluçon.

En 1932, il adhère à la C.G.T.U. ainsi qu'au Parti Communiste Français dont il devient le secrétaire de rayon en 1934.

Il fut dans cette période l'un des principaux artisans dans la région de l'unité syndicale et du Front populaire qui devait triompher en 1936.

Mobilisé en 1939, il est pendant cinq ans prisonnier de guerre en Allemagne. Rentré en 1945, il est élu député la même année à la première Assemblée Nationale Constituante puis réélu jusqu'à l'avènement du pouvoir gaulliste en 1958, contre lequel il a combattu avec l'ensemble des députés communistes.

Il a assumé avec compétence ses fonctions au Conseil Municipal de Montluçon et aux diverses responsabilités qui lui furent confiées.

Ardent partisan de l'unité ouvrière, de l'unité entre socialistes et communistes, de l'union de tous les républicains, il s'est montré aussi dans notre région l'un des pionniers du rapprochement avec les travailleurs chrétiens, dans le respect de la laïcité et des opinions de chacun, sur la base de leurs intérêts communs, pour la justice sociale, la paix, la démocratie et le socialisme.

HENRI GUICHON

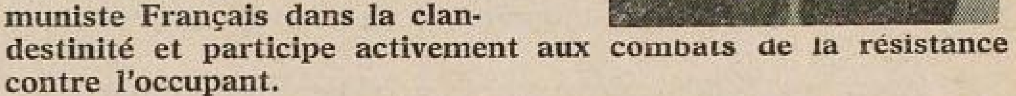
son remplaçant éventuel

Ouvrier

Conseiller Général de Montluçon-Ouest

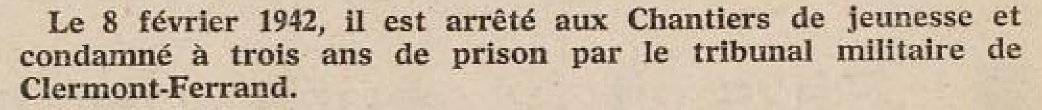
Membre du Bureau Fédéral du PCF

Fils de mineur, Henri GUICHON est né le 10 juin 1921 à Noyant (Allier). A sa sortie de l'école primaire il travaille comme ouvrier agricole. Il adhère aux Jeunesses Communistes en 1936. Dès la fin de 1940 il rejoint le Parti Communiste Français dans la clan-



destinité et participe activement aux combats de la résistance contre l'occupant.

Le 8 février 1942, il est arrêté aux Chantiers de jeunesse et



condamné à trois ans de prison par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand.

Libéré par les maquisards en Dordogne le 6 juin 1944, il reprend aussitôt la lutte armée et participe à la libération du sud de la France et au front de La Rochelle.

Démobilisé en 1945, après un bref séjour à la campagne il vient travailler aux usines Saint-Jacques, puis à Dunlop à partir de 1949.

En avril 1955, il est élu conseiller général de Montluçon-Ouest. Son activité militante au service des travailleurs lui vaut la haine du patronat capitaliste et de la réaction.

Il est licencié de Dunlop en octobre 1955. Mais rien ne viendra arrêter son activité inlassable.

Membre de la Commission départementale et de diverses commissions du Conseil général, animateur de l'Association des Elus Républicains dans le département et du Bureau national de cette organisation, il a acquis une compétence indiscutée et une profonde connaissance des questions sociales et administratives.

Il a été brillamment réélu au premier tour, le 24 septembre 1967, Conseiller général du canton de Montluçon-Ouest.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Dès 1958, le Parti Communiste avait montré que le pouvoir gaulliste était au service des monopoles. Il est évident aujourd'hui qu'il a favorisé les profits de la grande industrie et des banques, au détriment de la classe ouvrière et de toutes les couches de la population laborieuse.

Il a provoqué un chômage massif, fermé l'avenir à la jeunesse, créé une crise grave dans l'Université.

Pendant dix ans le pouvoir gaulliste a étouffé sous ses méthodes autoritaires toute expression des intérêts populaires.

Plus de neuf millions de travailleurs manuels et intellectuels par leur lutte, les paysans par les barrages de routes, les commerçants par la fermeture des magasins, ont condamné la politique antisociale et antidémocratique du pouvoir personnel.

Il faut tout le mépris du peuple dont sont capables de Gaulle et Pompidou pour assimiler cette immense explosion de mécontentement populaire à « une entreprise de subversion totalitaire ».

Mais ce n'est pas en calomniant le Parti Communiste que de Gaulle et Pompidou parviendront à faire oublier leurs responsabilités dans le chaos auquel leur politique a conduit notre pays, ni à masquer leur volonté de faire peser plus lourdement encore sur la nation leur pouvoir autoritaire.

Le Parti Communiste lutte pour une France heureuse et libre

Le Parti Communiste a pleinement soutenu la lutte des travailleurs de la ville et de la campagne pour leurs légitimes revendications.

Dénonçant la violence policière utilisée contre les étudiants et les ouvriers en grève, il a mis en garde le mouvement des ouvriers, des étudiants et des enseignants contre le danger des aventures gauchistes, qui favorisent les actes de division et de répression du pouvoir gaulliste.

Tout au long de cette crise, parce qu'il est au seul service du peuple, le Parti Communiste a agi avec calme, sang-froid, sagesse et esprit de responsabilité.

Pour que les avantages arrachés par leur lutte ne soient pas annulés par la hausse des prix et la dévaluation, pour que la victoire remportée soit complétée par la **réduction du temps de travail à 40 heures par semaine et l'abaissement de l'âge de la retraite**, par l'augmentation **des allocations vieillesse et familiales, par l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale, par une loi garantissant les droits syndicaux, par une réforme démocratique de l'enseignement, par l'échelle mobile des salaires, traitements, pensions et retraites, par une réforme fiscale** dégrevant les petits et moyens revenus par un abattement à la base de 600.000 AF par part, pour que des **facilités de crédit** et des mesures comme la **suppression de la T.V.A.**, l'amélioration des retraites et de la législation sociale soient prises en faveur de l'artisanat, du commerce indépendant, des entreprises familiales.

Il faut à la France un gouvernement populaire et d'union démocratique comprenant les communistes

S'appuyant sur l'union des partis de gauche, un tel gouvernement, en **nationalisant les banques** et les **industries clés**, détiendra les leviers de commande essentiels qui lui permettraient de mettre en valeur les richesses naturelles de notre pays (dans notre département, le charbon de l'Aumance et le wolfram d'Echassières), d'implanter des industries nouvelles là où la main-d'œuvre est disponible comme c'est le cas dans la région de Montluçon-Commentry, de construire des logements, des équipements sanitaires, sportifs, culturels, des voies de désenclavement pour des régions comme la nôtre, et de résorber ainsi le chômage.

Il supprimera les privilèges fiscaux des sociétés capitalistes et les dépenses **improductives de l'Etat**, par exemple en réduisant la durée du service militaire et en renonçant à la force de frappe.

Il favorisera l'équipement rural et aidera les **exploitations familiales** à se moderniser et à devenir rentables, en leur assurant des prix rémunérateurs, en leur réservant des droits de priorité pour l'achat des terres mises en vente, en leur ouvrant des crédits de longue durée à faible intérêt, en accordant des ristournes sur leurs achats de matériels agricoles et d'engrais et en avantageant leurs coopératives de production.

Pour appliquer une telle politique, **il faut que la France reste maîtresse de ses destinées.**

Il ne faut pas qu'elle s'enferme dans la petite Europe réactionnaire, dans le Marché Commun dominé par les cartels, les trusts, mais qu'elle établisse des échanges et une coopération économique avec tous les Etats, sur une base d'égalité et d'avantages mutuels.

Une France démocratique œuvrera pour la détente, la sécurité en Europe, le désarmement général et la paix.

Plus il y aura de députés communistes et mieux sera garantie cette orientation

EN VOTANT COMMUNISTE, vous exprimerez votre exigence D'UN PROGRAMME DE GOUVERNEMENT COMMUN A TOUTE LA GAUCHE, vous approuverez les efforts inlassables du Parti Communiste Français en faveur de l'union renforcée de la gauche, sans compromission avec la réaction.

- *Pour battre le gaullisme et la réaction aux élections législatives*
- *Pour le progrès social, la démocratie, l'indépendance nationale et la Paix*
- **Ne vous abstenez pas, votez dès le premier tour, le 23 Juin**

VOTEZ COMMUNISTE

votez Henri VEDRINES

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

et son suppléant éventuel : ***Henri GUICHON***

Vu le candidat :

LA FEDERATION DE L'ALLIER ET LES SECTIONS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE LA 2e CIRCONSCRIPTION.

IMP. NOUVELLE, ST-POURÇAIN